



Urgence environnementale : l'Insee doit se montrer enfin à la hauteur des enjeux !

La direction vient tout récemment d'adopter en comité de direction son [plan « Insee Vert »](#). Censée permettre à notre institut de devenir « plus écoresponsable », [cette feuille de route avait été brièvement présentée le 11 janvier dernier aux représentant·es du personnel réunis pour l'occasion en groupe de travail](#). Nous tenons à partager avec vous notre sentiment général sur ce sujet qui nous concerne toutes et tous.

Disons-le tout de suite, nous avons un sentiment mitigé : car si nous sommes évidemment grandement satisfaits de constater que l'Insee semble enfin prendre conscience de la nécessité de réduire son empreinte environnementale, la lecture du plan vert qui vient d'être adopté par le comité de direction ne manque pas de susciter chez nous de fortes inquiétudes quant au but réel que notre institut poursuit ce faisant : **veut-on vraiment contribuer, au niveau qui est le nôtre, à la transition écologique que nous appelons de nos vœux ou bien souhaite-t-on seulement faire des économies ou du « greenwashing » (ou les 2) ?**

Quand écologie rime avec mesures d'économies

Si l'on essaie de voir le verre à moitié plein, signalons alors notre satisfaction de constater que le sujet de l'**alimentation** a finalement été pris en compte alors que celui-ci était absent du premier jet qui nous avait été présenté. De même, nous relevons que certains enjeux ont été mieux hiérarchisés. Ainsi, le « **zéro papier** » ne fait plus figure d'objectif majeur comme le sont la réalisation d'un bilan carbone ou la réduction de l'empreinte liée aux déplacements. Pour rappel, l'inspection générale avait noté [dans son rapport consacré à la réduction de l'empreinte environnementale à l'Insee](#) que la substitution du papier au profit du numérique présentait des effets pour le moins ambivalents sur le plan environnemental, ce qui n'avait pourtant pas empêché les rédacteurs du plan initial de vouloir rogner les bouts de papier...

Mais, malgré ces quelques progrès appréciables, nous continuons à penser que **l'essentiel des solutions avancées** – qu'il s'agisse du développement du télétravail, de la réduction des surfaces de bureau ou encore de la diminution des enquêtes en face-à-face – **restent une fois encore guidées par le simple souci de réaliser des économies**. Cette préoccupation est problématique dans la mesure où, loin d'être source d'économies à court terme, la réalisation de [la transition écologique doit en réalité passer par des investissements importants](#) qu'on peine à identifier au sein de ce plan. Ce d'autant qu'à l'instar du télétravail, les principaux remèdes envisagés par l'Insee ne sont en aucun cas des panacées sur le plan environnemental. Pour ce qui nous concerne, nous pensons en effet que [la réduction du temps de travail associée à la semaine de quatre jours](#) est une mesure bien plus égalitaire que le télétravail pour aboutir à des effets au moins similaires. Elle a de surcroît le mérite de prendre en compte à la fois l'urgence écologique et l'urgence sociale.

Du « concret », vous disiez ?

En outre, bien que constitué d'actions prétendument « concrètes et opérationnelles », **le plan** qui vient d'être adopté **manque en réalité très souvent de concret**, aussi bien dans la déclinaison des **mesures à adopter** – on ne compte plus ainsi les fois où il est question « d'engager une réflexion » – que dans la définition des **objectifs à atteindre**. A cet égard, il est assez significatif de constater que le seul objectif chiffré au sein de ce document n'a longtemps été rien d'autre que celui consistant à réduire de 20 % les surfaces de nos locaux, comme s'il s'agissait de la mesure clé pour réduire notre empreinte environnementale.

Si, depuis l'adoption du plan en comité de direction, nous pouvons constater avec satisfaction que cet objectif motivé par des raisons bien plus économiques que réellement écologiques semble avoir été assez nettement édulcoré dans sa formulation comme dans sa définition, nous continuons de regretter que celui visant à réduire nos consommations énergétiques ne fasse toujours l'objet d'aucun chiffrage, comme si l'Insee faisait mine d'ignorer [les obligations pourtant très précises que la loi Elan lui assigne en la matière](#). Plus généralement, nous déplorons de constater qu'à l'heure de l'urgence climatique, **le plan Insee Vert ne fixe nulle part d'objectif général – et encore moins d'objectif chiffré – de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre**. Faut-il vraiment rappeler que le respect des accords de Paris de 2015 exige pourtant d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050, ce qui [nécessite de réduire notre empreinte carbone de 80 % par rapport à son niveau de 2005](#) ?

Des oublis qui interrogent

Ce manque d'ambition est particulièrement patent sur des sujets tels que la **gestion des fortes chaleurs**, à propos desquels aucune mesure n'est tout simplement proposée alors que les climatiseurs et [leurs effets délétères sur le climat](#) font aujourd'hui figure de quasi unique solution pour faire face à des épisodes caniculaires appelés évidemment à se répéter. À l'inverse, la **rénovation thermique des bâtiments** que nous occupons, qui certes ne dépend pas directement de notre administration, n'est quant à elle présentée que comme une simple éventualité, à envisager au cas par cas, « lorsque de besoin », comme s'il ne s'agissait pas d'[un enjeu majeur pour lutter contre nos émissions de gaz à effet de serre](#). Rien ou presque non plus n'est dit à propos de la gestion des **appareils électroniques** que nous utilisons, alors que plus personne ou presque n'ignore les [graves problèmes que causent leur croissance démultipliée et leur renouvellement intempestif](#). Sur ces sujets comme sur bien d'autres, l'Insee mériterait de davantage s'interroger sur ses pratiques. Cela vaut aussi pour nos travaux, qui mettent encore bien trop l'accent sur des indicateurs [comme le PIB en dépit de leurs présupposés idéologiques particulièrement délétères au regard des enjeux écologiques et sociaux](#).

Un engagement bien peu à la mesure de notre responsabilité

Tous ces « oublis » sont à nos yeux révélateurs de la place encore bien trop tenue que l'Insee accorde à la question environnementale. Il est pourtant selon nous plus que jamais nécessaire que notre institut se montre enfin à la hauteur des enjeux qui se dressent devant nous. Pour ce faire, notre administration devrait d'abord tout faire pour **se conformer aux obligations légales et réglementaires** qui, à commencer par celles découlant de [la circulaire sur les Services Publics Ecoresponsables](#), s'imposent à elle, au lieu de prétendre d'emblée, comme on a pu l'entendre en séance, qu'une grande partie d'entre elles ne pourront pas être respectées, tout au moins à court terme. Ensuite, l'Insee doit se donner les moyens de ses ambitions, non seulement en consentant à consacrer une partie non négligeable de son budget pour des **investissements** en faveur de la transition écologique, mais aussi en engageant de réels **moyens humains** en ce sens.

Or, à cet égard, force est de constater que, pour le moment, le compte n'y est pas : certes, notre institut a bien consenti à nommer un référent « éco-responsabilité » au niveau national et un certain nombre de directions régionales commencent à désigner des référents locaux, mais peut-on vraiment croire que ces agents pourront se montrer à la hauteur des enjeux quand on apprend en séance que le référent national ne pourra théoriquement pas consacrer plus de 25 % de son temps de travail aux questions d'éco-responsabilité et qu'on laisse entendre parallèlement que les référents locaux devront « se sentir impliqués » par la question environnementale tout en s'empressant immédiatement de préciser que ces agents ne devront consacrer qu'un temps somme toute très limité à l'exercice de leur mission ? Quand on sait que, dans [son rapport précité](#), l'inspection générale elle-même constatait encore fin 2019 que l'Insee n'avait « pas manifesté jusqu'[alors] une réelle préoccupation environnementale, les enjeux dans ce domaine n'ayant, à de rares exceptions près, ni influencé les choix stratégiques ni inspiré les pratiques dans l'ensemble de [ses] établissements », un tel manque d'engagement a de quoi laisser songeur...

Agir local, penser global : une nécessité plus que jamais d'actualité

Si donc nous appelons solennellement l'Insee à revoir nettement à la hausse ses ambitions en matière environnementale et, par suite, à adopter un véritable ensemble de mesures en faveur de la préservation de l'environnement et non pas simplement un énième plan d'économies fraîchement repeint en vert, il ne s'agit pas pour autant d'en rester là tant il est vrai que la transition écologique appelle des réponses coordonnées de la part des États, des grandes multinationales et des principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre. C'est la raison pour laquelle nos organisations portent depuis plusieurs années déjà des revendications globales, touchant notamment à la rénovation énergétique des logements, à la réforme de la politique agricole commune, à la diminution du temps de travail, à un meilleur aménagement du territoire... Dans un monde aux ressources limitées, la croyance consubstantielle au capitalisme d'une croissance illimitée ne cesse de plus en plus de révéler sa complète inanité, si bien que, devant l'urgence de la situation, il serait grand temps que nous reprenions en mains nos productions et décisions ensemble de ce qui est utile.

